



Intelligence artificielle & risques juridiques

Enjeux, conformité & bonnes pratiques

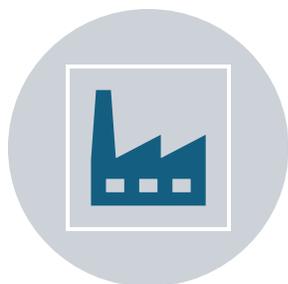
Objectif général

Présenter :

- la diversité des risques juridiques
- Les bonnes pratiques à adopter

A travers des cas d'usage dans des secteurs clés : santé, RH, finance & assurance, secteur public, marketing & e-commerce

Au menu



Les cas d'usage de l'IA



Les risques pour les libertés et droits fondamentaux



Les risques juridiques pour l'organisation



Les bonnes pratiques à adopter (petites vs grandes structures)



Risques juridiques en cascade

L'utilisation de l'IA peut entraîner :

- des **atteintes aux droits des parties prenantes** (clients, usagers, salariés, candidats...)
- des **risques juridiques multiples pour l'organisation** :
 - défaut de conformité (notamment au RGPD, IA Act, DSA)
 - mise en jeu de la responsabilité **civile, pénale**, ou **RSE**
 - atteinte à la **réputation** de l'entreprise

Secteur de la santé



Cas d'usage

- Analyse d'imagerie médicale (radiologie, IRM...)
- Outils prédictifs d'évolution de pathologies
- Orientation clinique automatisée via l'analyse du dossier patient

Risques éthiques et juridiques

- Atteinte à la vie privée
- Biais discriminatoires dans les diagnostics
- Défaut d'information du patient
- Difficulté d'identifier la responsabilité en cas d'erreur médicale

Secteur de la santé (2)

Risques pour l'organisation

- Sanctions CNIL pour traitement illégal de données à caractère personnel
- Responsabilité civile/médicale en cas de dommage entraînant un préjudice pour le patient
- Responsabilité pénale pour défaut de supervision

Bonnes pratiques

- Réaliser une AIPD pour les projets IA
- Impliquer les médecins dans la validation des décisions
- Documenter les algorithmes utilisés

Banque & Assurance

Cas d'usage

- Scoring de crédit automatisé
- Détection de fraude
- Évaluation automatisée du risque assurantiel

Risques juridiques

- Profilage discriminatoire
- Absence de transparence
- Collecte excessive de données

Banque & Assurance (2)

Conséquences juridiques

- Sanctions RGPD jusqu'à 4 % CA mondial
- Responsabilité civile pour préjudice financier ou discrimination

Bonnes pratiques

- Intégrer l'intervention humaine dans toute décision sensible
- Expliciter les critères de décision
- Auditer régulièrement les modèles IA utilisés



Ressources humaines

Cas d'usage

- Tri automatisé des CV
- Analyse automatisée d'entretiens vidéo
- Outils de surveillance algorithmique

Risques juridiques

- Atteinte à la vie privée
- Discrimination algorithmique (âge, origine...)
- Décision sans intervention humaine



Ressources humaines (2)

Sanctions possibles

- Prud'hommes pour discrimination
- Amendes administratives (CNIL)
- Actions collectives en cas d'usage abusif

Bonnes pratiques

- Informer les candidats et salariés
- Réaliser une AIPD sur les outils RH à haut risque
- Prévoir une supervision humaine systématique

Marketing & e-commerce

Cas d'usage

- Personnalisation des contenus ou des prix par IA
- Recommandations de produits
- Emailing ou relance prédictive

Risques juridiques

- Absence de consentement,
- Pratiques commerciales trompeuses
- Pratiques manipulatoires, profilage

Marketing & e-commerce (2)

Risques pour l'organisation

- Amendes (CNIL, DGCCRF)
- Actions de groupe pour discrimination algorithmique
- Perte de confiance client

Bonnes pratiques

- Mettre à jour les mentions légales
- Afficher les logiques algorithmiques de personnalisation
- Encadrement contractuel des pratiques avec les prestataires (data brokers, plateformes)

Pour une utilisation responsable de l'IA

- Petites structures : synthèse des bonnes pratiques
- Grandes structures : les clés d'une gouvernance responsable

Pour les petites structures

Recenser les cas d'usage de l'IA dans l'organisation (outil RH, chatbot, solution SaaS intégrant de l'IA, IA générative...).

Vérifier si des données personnelles sont traitées

Se poser les bonnes questions avant tout déploiement :

- Le système est-il transparent ? explicable ?
- Peut-il générer des biais ou des discriminations ?
- Qui est responsable en cas de dysfonctionnement ?

Mise en place d'une gouvernance responsable de l'IA

- Intégrer les juristes dès la conception des projets IA (« legal by design »).
- Réaliser des cartographies des cas d'usage de l'IA, des flux de données
- Réaliser systématiquement des analyses d'impacts
- Documenter les actions mises en œuvre
- Encadrer les relations contractuelles avec les fournisseurs et sous-traitants
- Former les équipes techniques et métiers aux enjeux juridiques
- Créer un comité éthique IA transversal

Pour aller plus loin...

Différentes méthodes pour anticiper et maîtriser les risques :

- Cartographie des risques en fonction du secteur d'activité de l'entreprise
- Cartographie des risques sur le cycle de vie du SIA (conception, données d'entraînement, mise sur le marché, déploiement)
- Mise en place d'une gouvernance de l'IA : formation, mise en place d'un comité éthique, charte éthiques, procédures de contrôle, audit des bonnes pratiques et amélioration continue



Pour en discuter

Fatima GHILASSENE

Avocate – Barreau de Lille

Droit du numérique

 Campus Cyber Hauts de France

177 allée Clémentine Deman, 59000 Lille

Tel. 0687706669

Mail : fatima.ghilassene@fg-avocat.com

 www.fg-avocat.com



MERCI 😊

